

Déficit de 140 millions de dirhams pour M'dina Bus

Une autre année de vaches maigres



Cette année encore, la société M'dina Bus, qui gère le transport urbain dans la ville de Casablanca, va connaître le déficit. On parle, ainsi, de 140 millions de dirhams, d'ici la fin de 2013. Un chiffre beaucoup trop important, et que Youssef El Ouedghiri Idrissi, directeur du capital humain de M'dina Bus, met sur le compte des autorités locales. *«La responsabilité leur incombe grandement»*, nous explique-t-il. D'après M. Ouedghiri Idrissi, les responsables casablancais n'auraient pas tenu leurs engagements. *«Tous les transports urbains, dans le monde entier, sont subventionnés par les autorités, surtout au niveau des prix des tickets et ceux du carburant»*, nous dit-il. M. Ouedghiri Idrissi accuse également les responsables de laisser libre cours à des sociétés concurrentes, alors qu'il aurait été convenu que M'dina Bus aurait désormais le monopole. *«Il y a, actuellement, trois sociétés qui, depuis 2009, font illégalement du transport urbain. Que pouvons-nous y faire? C'est aux autorités de régler la situation, et de leur interdire de nous concurrencer dans l'illégalité»*. Autre point noir, que beaucoup de Casablancais reprochent à M'dina Bus, la vétusté des équipements. *«Oui, certains de nos équipements sont vétustes»*, reconnaît M. Ouedghiri Idrissi. *«Mais à chaque fois que nous avons pu les renouveler, nous les avons renouvelé, malgré le peu de moyens dont nous disposons, à cause de la faiblesse des subventions»*.

Et d'ajouter: *«De plus, le niveau de sécurité dans la ville n'aide pas non plus. Je me rappelle d'un derby, en 2011, entre les clubs de football du Raja et du Wydad, où 120 de nos bus avait en été détruits. Vous rendez-vous compte? Comment pouvons-nous mettre au service du citoyen un parc moderne dans ces conditions?»*.

M. Ouedghiri Idrissi croit, ainsi, que le projet de gestion délégué du transport urbain doit s'opérer dans le cadre d'une réforme structurelle dans la ville. *«Lorsque nous serons subventionnés à la hauteur de notre mission, et que la sécurité sera garantie par les autorités, alors là, oui, nous pouvons être légitimement critiqués pour la qualité de nos services, ou pour nos méthodes de gestion»*, affirme-t-il. *«Nous ne demandons qu'un minimum d'implication, en fait. Nous sommes quand même, avec nos 5.000 salariés, le principal employeur privé du Royaume, si l'on exclut les grands groupes»* ■

WEB